



Extrait du LYCEE MARC BLOCH Val-de-Reuil

<http://lycee-marc-bloch.spip.ac-rouen.fr/spip.php?article2252>

# Résistance et collaboration à Dieppe

- Actualités
- Projets pédagogiques 2013-2014
- Concours national de la Résistance et de la Déportation
- La Résistance en Seine-Maritime
- 

Date de mise en ligne : mercredi 4 août 2010

---

**Copyright © LYCEE MARC BLOCH Val-de-Reuil - Tous droits réservés**

---

**1er septembre 1944 :**

**Libération de Dieppe**

Par Olivier Poullet

*Quiquengrogne*, août 2004- Numéro 36 -

Publication du Fonds ancien & local de la médiathèque Jean-Renoir

[http://www.dieppe.fr/system/wysiwyg\\_files/datas/361/original/quiquengrogne36.pdf?1260456498](http://www.dieppe.fr/system/wysiwyg_files/datas/361/original/quiquengrogne36.pdf?1260456498)

Extraits :

## Résistance et Collaboration

« Durant les mois qui précèdent la libération de Dieppe, les différents groupes de Collabos, relayés par les propos haineux des Directeurs de la Vigie de Dieppe et du Courrier de Dieppe, s'acharnent sur ce qu'il reste de la Résistance dieppoise. La Résistance communiste a été tragiquement décimée durant la période 41-42. Ses dirigeants ont été arrêtés, emprisonnés puis déportés ou fusillés. Restent quelques groupes comme Libé-Nord avec à sa tête Robert Petit,

quelques membres des FTP, du Front National, des isolés du groupe Léopard ou du Réseau Samson du Colonel Masson et de Jean Puech fils. Quelques actions eurent lieu tout de même comme le sabotage des locomotives, et la dénonciation des collaborateurs dieppois. Les effectifs de ceux-ci étaient maigres. Ils gravitaient tous autour des "Amis du Maréchal et de la Révolution Nationale". Les groupes étaient nombreux mais squelettiques et les connexions étaient monnaie courante. On trouvait "L'Entraide Nationale des Jeunes", montée de toutes pièces par la police locale dirigée par le Commissaire P... .

Le Rassemblement National Populaire de Marcel Déat (ancien dirigeant socialiste passé à la collaboration) est plus virulent. Les rapports de police concernant la section dieppoise ne relèvent que quelques adhérents, alors que la presse locale annonce des nombreux participants à ses meetings. Il en est de même du Parti Populaire Français de Doriot (ancien dirigeant communiste passé à la collaboration). La Légion des Volontaires Français contre le Bolchevisme ne recruta que très peu de membres, ceux-ci revêtant l'uniforme nazi pour s'engager dans la Französische SS - Freiwilligen puis dans la division Charlemagne combattant avec les troupes hitlériennes. La permanence de la LVF, 46 Grand-Rue sera attaquée par Libé-Nord le 19 novembre 43. Celle du RNP, 24 rue d'Eu sera investie elle aussi le 27 novembre 43. Libé-Nord s'empara de toute la correspondance du RNP, de la liste des adhérents et du fichier des miliciens. Pourtant, Libé-Nord, curieusement, remit ces précieux documents à la police le 1er septembre 44 qui s'empressa de les faire disparaître. Tout ce beau monde de la collaboration se retrouvait dans le COSI (Comité Ouvrier de Secours Immédiat), un organisme présidé par de Brinon (qui sera fusillé au cours de l'épuration). Cet organisme, soi-disant pour venir en aide aux victimes des bombardements anglais, réunissait un ramassis de gangsters s'en mettant plein les poches, l'organisme étant financé sur les biens juifs confisqués. En juin 1944, la répression s'accroît. La Milice arrive le 6 juin. Arrestations, tortures s'enchaînent. Quelques malheureux, retournés par la Gestapo livreront les noms de plusieurs résistants. Robert Petit est obligé de se réfugier dans la région de Rouen. Les déportations continuèrent. Le 25 août, le groupe de Résistance de Clais, près de Londinières fut arrêté par la Gestapo. Les FFI Georges Fix, Gaston Cordier, et Pierre Dubois furent atrocement torturés par les miliciens avant d'être exécutés.

La Vigie Nouvelle N° 1 paraît le 1er septembre, jour de la libération. Elle est distribuée gratuitement. Elle relate bien sûr l'arrivée des Canadiens, la joie des Dieppois enfin libérés. Le numéro signale aussi les actions quelque peu nauséabondes de "résistants" de la 25e heure qui tondirent quelques infortunées Dieppoises suspectées d'avoir fréquenté d'un peu trop près les Allemands. « Il est juste que ces infâmes catins qui se sont vautrées depuis quatre ans dans les bras des Allemands se fassent tondre en place publique » (La Vigie Nouvelle n° 1). Pendant ce

temps-là, de vrais collabos, agents du SD, auxiliaires de la Gestapo, pour certains ayant revêtu l'uniforme allemand, prenaient le large ou se fondaient dans la masse.

La Vigie Nouvelle N° 1 informe aussi ses lecteurs de l'évincement du Maire de Dieppe, M. Levasseur, par M. Pierre Biez, Président du Comité Provisoire Local de Libération Nationale. Levasseur ne comprit pas trop ce qu'on lui reprochait. Sans doute fut-il un peu trop servile. Il avait pris l'initiative d'envoyer au nom de la Municipalité quelques télégrammes de félicitations à M. de Brinon en 1941 et au Maréchal Pétain en 42.

« 24 décembre 1941. Monsieur de Brinon, Ambassadeur de France, Hôtel Matignon, Paris.

Monsieur l'Ambassadeur, J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-inclus les voeux que la Municipalité de Dieppe adresse à Monsieur le Maréchal Pétain, Chef de l'Etat, en vous priant de bien vouloir les lui transmettre.

Je suis heureux de profiter de cette occasion pour vous exprimer également tous nos souhaits les plus respectueux et les plus fervents pour cette nouvelle année. Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'expression de mon entier dévouement.

Le Maire »

(Archives Municipales Dieppe)

Le 28 décembre 41, le Maire s'était affiché, avec le Sous-Préfet aux côtés des Amis du Maréchal, tous collabos notoires, pour la Fête de l'Arbre de Noël du Maréchal. Ils chantèrent La Marche du Maréchal et crièrent « Vive le Maréchal ! ».

Le numéro 1 de La Vigie Nouvelle donne la liste du Comité Provisoire Local de Libération avec à sa tête M. Biez, Robert Petit et les figures de la Résistance locale. Quelques semaines plus tard, M. Biez sera confirmé dans son rôle de Maire.

L'urgence était de remettre la ville en état et d'assurer le ravitaillement. La guerre n'était pas finie.

Chaque numéro de La Vigie Nouvelle qui devient très vite Les Informations Dieppoises soulève le problème du ravitaillement. Les cartes d'alimentation sont toujours en vigueur et le resteront plusieurs années encore.

Le 3 septembre, la 2e Division d'Infanterie Canadienne défile en ville et vient se recueillir sur les tombes de leurs camarades tombés au combat le 19 août 1942. Mouvement d'émotion intense lorsque les anciens prisonniers de guerre dieppois rentrés après l'épisode tragique du 19 août rencontrent les libérateurs.

### L'épuration

Quelques règlements de compte eurent bien lieu, mais peu nombreux. Pour calmer les esprits et éviter les exactions, La Vigie Nouvelle du 8 septembre 44 publie un avis du Maire rappelant que toute atteinte exercée tant sur la personne que sur les biens d'un citoyen sera punie. Les Informations Dieppoises publièrent régulièrement des listes de collabos arrêtés. Il faut toutefois rester prudent sur ces listes. Plusieurs personnes furent relâchées car reconnues innocentes. Les faits reprochés étaient parfois insignifiants. Beaucoup de preuves avaient disparu. Les vrais collabos usèrent de leurs complicités au sein des administrations municipales ou préfectorales pour faire disparaître les documents compromettants. Les archives du COSI disparurent mystérieusement des archives municipales. De nombreux rapports de police manquent. Les documents saisis par Libé-Nord dans les locaux du RNP furent donnés à la police locale qui fit en sorte de les faire disparaître. Les Informations Dieppoises du 17 novembre 1944 annoncèrent l'arrestation de l'ancien Rédacteur en chef de La Vigie de Dieppe, fidèle collaborateur des Allemands et d'un garagiste M. A.P., dirigeant local du RNP.

Au final, l'épuration toucha peu de monde :

Les dirigeants des groupes collabos et les directeurs de la Vigie de Dieppe et du Courrier de Dieppe. Le Président du RNP fut condamné à 20 ans de travaux forcés. Le Secrétaire de la LVF fut condamné à mort. Un autre dirigeant du PPF de Doriot récolta 10 ans de travaux forcés. Un agent du S.D. fut aussi condamné à mort. On acquitta la plupart des adhérents de base du COSI. L'un d'entre eux se vit confisquer 20 millions de francs et fut condamné à une

amende de 60 millions de francs.

Le directeur de la Vigie de Dieppe fut condamné à cinq ans de travaux forcés, à l'indignité nationale et à la confiscation de ses biens. Le directeur du Courrier de Dieppe n'eut que trois ans de travaux forcés et dix ans d'indignité nationale.

Certains collabos essayèrent, parfois avec succès, de se faire passer pour Résistants. Un certain....., membre notoire du RNP et du PPF rentra à Libé-Nord en 46 et fut honoré pour son courage ! Quelques personnes qui s'étaient vues confier par l'ex Commissariat Général aux Questions Juives l'administration de biens juifs confisqués par les nazis rechignèrent à les restituer.

Très vite, les membres des comités locaux d'épuration, constatant les entraves à leurs travaux, démissionnèrent. La page fut tournée malgré les blessures encore vives chez les survivants des atrocités nazies. »